

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de Pierre  
CS60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAMERIENNE DE TRAVAUX**

Les 3 Fontaines  
62360 Hesdin-L'abbé

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\05\_CARRIERES\Carrières  
C3\Samérienne\_Baincthun\_070.00128\2\_Inspections\2026 02 10 GF rec APMD fin d'autorisation  
Code AIOT : 0007000128

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement SAMERIENNE DE TRAVAUX implanté Hameau de Macquinghen La Quesnoy 62360 Baincthun. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2026. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 29/01/2026.

Elle porte sur la fin d'exploitation du site, l'autorisation étant arrivée à échéance en octobre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAMERIENNE DE TRAVAUX
- Hameau de Macquinghen La Quesnoy 62360 Baincthun
- Code AIOT : 0007000128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL BAINCTHUN CHEMINEES, est autorisée, par arrêté préfectoral du 4 octobre 2000, à exploiter une carrière de grès ornamental, sablon intercalaire et limons sableux, située sur la commune de BAINCTHUN aux conditions essentielles ci-après :

-durée : 25 ans y compris la remise en état de culture,

-exploitation à sec - production : 10 000 t/an maximum, profondeur limitée à 7 mètres,

-emprise : parcelles B n°148 pour 1 ha 96 a 65 ca.

Par arrêté préfectoral complémentaire en date du 8 août 2001, la S.A.R.L. SAMERIENNE de TRAVAUX a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière exploitée par la SARL BAINCTHUNCHEMINEES, lieudit « La Quesnoye à BAINCTHUN ».

La S.A.R.L. SAMERIENNE de TRAVAUX se substitue à la SARL BAINCTHUN CHEMINEES, dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter délivrée le 4 octobre 2000.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/10/2000, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Dispositions Administratives	Arrêté Préfectoral du 04/10/2000, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans	AP de Mise en Demeure du 18/12/2020, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière est terminée. La cessation d'activité n'a pas été notifiée.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/12/2020, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise à jour

**Prescription contrôlée :**

la S.A.R.L. SAMERIENNE de TRAVAUX dont le siège social est situé 10 , route Nationale 1 à HESDIN-L'ABBE 62360 est mise en demeure de respecter, pour la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BAINCTHUN, Hameau de Macquinghem au lieudit "La Quesnoye", parcelle Section B n°148, l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2001 et plus particulièrement, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2000 reprises dans le tableau ci-dessous dans les délais indiqués dans le présent article à compter de la notification du présent arrêté,

Référence réglementaire	Prescription	Délai
Article 13 : PLANS	<p>Un plan à l'échelle 1/1000 est établi.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- Les bords de la fouille ;</li><li>- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- Les zones remises en état ;</li><li>- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4 ;</li><li>- les pistes et voies de circulation ;</li><li>- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,...</li></ul>	3 mois

	Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.	
--	--	--

#### Constats :

L'exploitant a présenté le dernier plan général du site à l'échelle 1/1000ème. Ce plan est daté de avril 2025, il reporte :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords
- la cote d'altitude du point significatif
- Les zones remises en état
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement
- les pistes et voies de circulation
- les zones de mise à stock des produits finis,, des terres de découverte, des remblais de substitution

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/10/2000, article 23

**Thème(s) :** Situation administrative, Renouvellement

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

#### Constats :

Le dernier acte de cautionnement est échu au 04 octobre 2025.

**L'exploitant n'a pas transmis le renouvellement de ses garanties financières alors que la remise en état n'est pas terminée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Dispositions Administratives

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/10/2000, article 33

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Arrêt définitif des travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit de la date d'expiration de l'autorisation, soit de la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.</p> <p>Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et comportant en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,</li> <li>• la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,</li> <li>• l'insertion du site de la carrière dans son environnement,</li> <li>• la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.</li> </ul> <p>Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrièredéfinies dans les actes préfectoraux la réglementant.</p> <p>L'exploitant peut déclarer, dans les même conditions que celles précisées ci - avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.</p> <p>La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'autorisation est échue au 04 octobre 2025.</p> <p>L'exploitant indique que l'extraction des matériaux a cessé définitivement en avril 2025.</p> <p>L'exploitant n'a pas notifié au Préfet l'arrêt définitif de son installation. Le dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, et le mémoire sur l'état du site n'a pas été remis à l'administration.</p> <p>L'exploitant doit procéder à la cessation d'activité conformément aux articles R512-39-1, 2 et 3 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

